Revaloriser le travail pour répondre à la crise agricole

3 février 2024

La mobilisation du monde agricole met en lumière un scandale. D'un côté, de plus en plus de paysans et de paysannes ne vivent plus de leur travail. De l'autre, les prix de l'alimentation explosent et les salariés sont toujours plus nombreux à être en difficulté pour manger correctement. Pourquoi ? Parce que les richesses sont captées par la finance, les multinationales de l'agroalimentaire et par la grande distribution dont les marges atteignent des records.
Ce sont les mêmes, les patrons de l'agroalimentaire et les patrons de la grande distribution, qui s'allient pour tirer vers le bas la rémunération des agriculteurs et qui exploitent leurs salariés. Les causes du malaise sont les mêmes, les revendications se rejoignent : vivre dignement de notre métier. Nous appelons les salariés et les paysans à s'unir pour mettre fin au vol de leur travail par les multinationales et par les actionnaires.

Le mouvement des agriculteurs et agricultrices en colère doit permettre une revalorisation du travail. Rappelons-nous : durant le Covid, les métiers d'utilité publique ont été applaudis : paysan·nes, personnel soignant, éboueurs, routiers, caissières, enseignants. Où en sommes-nous aujourd'hui pour ces travailleuses et travailleurs ? Toujours plus de difficultés à se loger, se nourrir, vivre correctement ! Sans parler d'une réforme des retraites injuste et inique, pour laquelle les paysannes et paysans se sont mobilisés aux côtés des salariés en ravitaillant avec les produits des fermes pour « nourrir la lutte ».

Le débat public autour des conditions de travail et le niveau de rémunération des agriculteurs et agricultrices doit permettre de réorienter les politiques publiques au service de l'intérêt général et des travailleuses et travailleurs de la terre. S'il

n’y a pas de paysannes et de paysans au travail, il n’y a pas de nourriture dans les assiettes. Point barre. Ces hommes et ces femmes qui se lèvent jour après jour, prennent soin de la terre et des animaux, sont indispensables à toutes et tous pour pouvoir effectuer les activités individuelles ou collectives de la vie courante.

Et au fond tout le monde le sait bien… Pourtant, une partie significative des agriculteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté, endettés et dépendants d’un système économique inhumain. Quant aux ouvriers agricoles et aux saisonniers, ils et elles cumulent précarité, bas salaires et pénibilité. Le monde paysan est en quelque sorte « à part » tant les droits sociaux octroyés à cette profession sont faméliques : pas de droit au repos, retraites misérables en particulier pour les paysannes, recul des services publics dramatique dans nos campagnes… Un scandale !

La seule réponse qui leur est apportée est la course au gigantisme. Pour tenter d’avoir un revenu digne, il faut produire toujours plus, s’agrandir, et s’endetter. Ainsi les agriculteurs se retrouvent dépendants voire pieds et poings liés vis-à-vis de l’agrobusiness et on transforme les paysans en « agrimanagers » avec une logique de patrons.

Sommes-nous prêts à voir le monde agricole continuer à périr sous nos yeux pour au final délocaliser la ferme France ? Depuis cinquante ans, la superficie des exploitations a été multipliée par quatre et le nombre de paysans a été divisé par quatre. Quel est l’intérêt de cette course au gigantisme ? Quel est le sens de forcer les agriculteurs français à produire toujours plus pour inonder les pays émergents de poulets de batterie et de lait en poudre ?

L’histoire a démarré avec cette logique de libéralisation prônée par l’OMC. L’industrie française n’a pas pu résister contre le moins-disant social et environnemental. L’usine France a été délocalisée. Le monde ouvrier en a fait les frais. Et les paysans ont déjà payé un lourd tribut. Il est temps d’engager une rupture avec le dogme du libre-échange qui asphyxie le système agricole et alimentaire et le monde paysan, qui met en compétition les travailleuses et travailleurs du monde entier et tire les droits sociaux et environnementaux vers le bas.

La réponse à la mobilisation passe par la reconnaissance du travail et par la fin de la marchandisation de l’agriculture. Il faut imposer un prix minimum pour

protéger les paysans face aux multinationales. Il est temps de conditionner l'entrée des matières premières et des marchandises sur le marché européen au respect de normes environnementales et sociales. Il est temps d'harmoniser vers le haut en Europe les droits sociaux et environnementaux.

Au lieu de cela, pour ne surtout pas remettre en cause les rentes de l'agro-industrie, gouvernement et grands patrons agricoles dévient le débat sur les normes environnementales. Les remettre en cause serait une dramatique régression. Les agriculteurs et agricultrices ont par leur travail un impact direct sur la moitié de la surface du territoire français, sur notre santé, notre alimentation, notre eau, bref sur notre quotidien. Touchés de plein fouet par la multiplication des catastrophes naturelles, ils et elles payent aussi la pollution au prix fort : les cancers sont la première cause de mortalité chez les agriculteurs et les agricultrices.

À l'image des ouvriers de l'automobile qui subissent la délocalisation de leur industrie au prétexte de la transformation environnementale, les agriculteurs se heurtent à la multiplication des normes environnementales vécues comme autant de bâtons dans les roues alors que le quotidien est déjà difficile. La mise en opposition du social et de l'environnemental est l'impasse sur laquelle prospèrent l'extrême droite et les politiques néo libérales. Comment la dépasser et traiter l'urgence sociale et écologique de front et ensemble ? En ayant enfin le courage de s'attaquer au capital !

De plus en plus de Français et de Françaises aspirent à manger une nourriture de qualité mais n'en ont pas les moyens. De plus en plus de paysans aspirent à transformer leur façon de produire en adoptant des pratiques agro écologiques mais ne disposent pas du soutien suffisant pour réaliser cette transition coûteuse. Augmentons les salaires et revalorisons le travail, remettons à plat la répartition des subventions et révisons en profondeur le modèle agricole, voilà les chantiers qu'il faut ouvrir pour permettre à chacune et chacun de vivre de son travail et de consommer une alimentation de qualité produite en proximité !

Signataires :

- Laurence Marandola, porte-parole de la Confédération Paysanne
- Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT
- Murielle Guilbert et Simon Duteil, co-porte-paroles de Solidaires

- Benoit Teste, secrétaire général de la FSU
- Pierre Thomas, président du Modef